

Le tragique de l'affaire, c'est qu'il n'y a rien que les nationalistes québécois cherchent à obtenir en se séparant du Canada qu'ils ne pourraient obtenir au sein du Canada. À mon avis, la protection de la langue et de la culture dont ils prétendent tant s'inquiéter est mieux assurée au sein du Canada. Les paris vont bon train que sur un marché nord-américain totalement ouvert, le français du Québec subira très rapidement le même sort que le français de la Louisiane. Le Canada ne sera plus là pour faire tampon.

Au cas où il y aurait au Québec des spectateurs qui pensent que je raconte des bêtises, ils devraient songer au commerce entre le Québec et le reste du Canada. Je saisis l'occasion que me donne la question du député pour dire ceci. Au cas où quelqu'un penserait que l'avenir économique des Québécois est assuré, je rappellerai qu'en 1989, l'année la plus récente pour laquelle nous avons des chiffres exacts sur le commerce interprovincial, le Québec jouissait d'un excédent de 1,8 milliard de dollars dans son commerce avec les autres provinces. Si les souverainistes pensent que cela se produirait à la suite d'une victoire du oui, ils se trompent totalement. Le gros de cela se retrouvait dans des industries protégées.

Cela nous amène à l'accord de libre-échange, aux barrières commerciales internes, au fait qu'il était ridicule pour nous de nous embarquer dans cela et à l'hypocrisie des ministériels qui appuient maintenant l'accord de libre-échange, alors qu'il n'en était rien lorsqu'ils siégeaient dans l'opposition. En tant qu'homme d'affaires, j'y ai souscrit de tout coeur. Je n'étais certes pas d'accord avec la méthode utilisée par le gouvernement conservateur pour nous amener sur la voie du libre-échange. Cela vient appuyer ce que je voulais dire au sujet de ce qui va arriver aux Québécois s'ils sont assez irrationnels pour voter oui.

Nous nous sommes lancés dans l'accord de libre-échange et nous nous sommes faits démolir en tant que pays. En effet, nous avons alors les taux d'intérêt les plus élevés de notre histoire, le cours du dollar n'avait jamais été aussi élevé et les industries de tout le pays avaient été protégées jusque-là par des barrières tarifaires pendant de nombreuses années. Ainsi, nos industries n'étaient pas compétitives par rapport aux entreprises américaines. Pas surprenant alors qu'on se soit fait démolir. Imaginez le film de Monty Python sur la quête du Graal. Nous étions le chevalier sur le pont et, à la fin, nous tenions le couteau entre les dents, car nous n'avions plus ni bras ni jambes. Tout ce que nous pouvions faire, c'était d'inviter nos adversaires à se battre royalement.

J'ai vu Simon Reisman, notre négociateur en chef, sur la promenade de la rue Sparks l'autre jour et j'ai voulu lui demander s'il avait pensé à tout cela à l'époque. Je me pose vraiment des questions à ce sujet. Il est manifeste que le gouvernement d'alors devait être au courant de la situation dans laquelle nous nous engageons. Peut-être qu'il ne l'était pas, mais il aurait dû l'être.

Si c'est ce qui nous est arrivé en tant que pays, que va-t-il arriver au Québec dans le cadre d'un accord de libre-échange avec le Canada et les États-Unis? Le Québec aura-t-il un dollar

### Initiatives ministérielles

fort? Probablement que non. Les taux d'intérêt seront-ils élevés? Très probablement. Le Québec aura-t-il des industries capables de concurrencer efficacement sur le marché nord-américain? Il est probable que non. Les choses vont-elles être faciles pour eux? Permettez-moi d'en douter.

• (1640)

Il me semble que les Québécois qui se demandent comment voter devraient savoir que s'ils votent oui, ils peuvent être absolument certains que, pendant de nombreuses années, ils seront forcés d'en payer le prix sur le plan financier. Ils auront bien des années pour y penser, car la situation ne s'améliorera pas du jour au lendemain.

[Français]

**M. Bernard St-Laurent (Manicouagan, BQ):** Monsieur le Président, les propos du député d'Edmonton-Sud-Ouest sont très proches de la menace. On vient mentionner que le Québec ne s' imagine pas que, au lendemain d'un oui, ce sera aussi facile de négocier entre les provinces, etc., mais sur un ton qui sent la menace.

Pourtant, j'étais d'accord avec le député, au début de ses propos, quand il félicitait la petite entreprise pour son entrepreneurship, son initiative, son courage, sa détermination et sa vision d'avenir. Eh bien, le Bloc québécois également et tous les Québécois félicitent ces gens-là pour cela. C'est grâce à eux si 85 p. 100 de l'économie fonctionne présentement.

Mais je ne comprends pas pourquoi, du même souffle, on s'en prend au peuple québécois qui a eu de l'initiative, du courage et la vision d'avenir de se choisir un pays. Là, on le leur reproche.

Donc, je demande au député si le fait de dire au Québec qu'il ne doit pas s'imaginer que ce sera plus facile, doit-on considérer cela comme une menace ou simplement comme une façon normale de parler pour des gens qui en veulent à d'autres qui décident simplement de prendre une décision?

[Traduction]

**M. McClelland:** Monsieur le Président, ce n'est assurément pas une menace. C'est une constatation de la réalité qui attend le Canada tout entier et que vivra la population du Québec à un niveau plus élevé encore et pendant plus longtemps que tout le monde. Ce n'est pas une menace. C'est une constatation. Il s'agit d'un simple énoncé des faits.

Dans un processus démocratique, les gens sont élus. Or, il y a une obligation fiduciaire fondée sur la confiance que nous sommes prêts à assumer dès que nous nous portons candidats à une élection. Cela veut dire que dans tout ce que nous serons appelés à accomplir, nous ne chercherons pas notre mieux-être, notre enrichissement et la réalisation de nos ambitions personnelles, mais bien les intérêts des citoyens qui s'en sont remis entièrement à nous, les parlementaires, leurs représentants élus.

Quand on a été élu à une haute charge, comme celle de parlementaire, il est de notre devoir de veiller de notre mieux aux intérêts de ceux et celles que nous représentons. Il s'ensuit donc que nous devons défendre leurs intérêts économiques, culturels